



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

Liberté
Égalité
Fraternité



**Direction
départementale des
territoires et de la mer**

20220603-DDT12-BB-RN164 Merdrignac Ouest Arrêté Du 30 mai 2022 Saint-Brieuc, le - 2 JUIN 2022

Service environnement
Unité milieux aquatiques

Affaire suivie par : Benjamin CHARLES

Tél : 02 96 62 69 03

benjamin.charles@cotes-darmor.gouv.fr

Monsieur le directeur régional de
l'environnement, de l'aménagement et du
logement de Bretagne
Service infrastructures sécurité transports
10 rue Maurice Fabre – CS.96515
35065 RENNES Cedex

**Objet : aménagement (mise en 2 x 2 voies) de la RN 164 - section MERDRIGNAC Ouest
sur les communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC**

Référence : B-210201-083907-022-241

P. J. : 1

Vous trouverez, ci-joint, une copie de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2022 relatif à l'aménagement (mise à 2 x 2 voies) de la RN 164 – section MERDRIGNAC Ouest sur les communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC, dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 1^{er} février 2021 et complété le 9 juillet 2021 qui a été soumis à enquête publique du mercredi 15 septembre 2021 (9h00) au vendredi 15 octobre 2021 (16h30).

Mes services vont transmettre une copie de cet arrêté aux mairies de GOMENE, LAURENAN et de MERDRIGNAC, pour affichage pendant un mois au moins. Il a été mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor et publié au recueil des actes administratifs.

Je vais faire paraître, dans les éditions des Côtes-d'Armor du OUEST-FRANCE et du TELEGRAMME, aux frais de vos services, un avis au public l'informant de l'existence de cet arrêté.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

P/Le directeur départemental
des territoires et de la mer *par intérim,*
et par suite, etc.
le chef du service d'environnement,

Bernard DIDIER

Siège et adresse postale : 1 rue du Parc – CS 52256
22022 SAINT-BRIEUC Cedex
www.cotes-darmor.gouv.fr

Accueil téléphonique : 9 h 00 / 12 h 00 et 14 h 00 / 17 h 00 sauf le vendredi à 16 h 00.

Accueil du public dans les services du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et l'après-midi exclusivement sur rendez-vous de 14 h 00 à 16 h 30



**PRÉFET
DES CÔTES-
D'ARMOR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

**Arrêté portant autorisation environnementale
pour la réalisation des ouvrages et travaux hydrauliques
et les dérogations à la protection de la faune et de la flore
et de leurs habitats, en vue de la mise à 2 x 2 voies de la RN 164
au droit de MERDRIGNAC - section Ouest**

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 2124-1 et suivants, R. 2124-1 à 8 et R. 2124-56 ;

Vu l'ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir des incidences sur l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 et les décrets n°s 2017-81 et 2017-82 du 26 janvier 2017 relatifs à l'autorisation environnementale ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2017-626 du 25 avril 2017 relatif aux procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement et modifiant diverses dispositions relatives à l'évaluation environnementale de certains projets, plans et programmes ;

Vu le décret du 30 mars 2022 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes-d'Armor ;

Vu l'arrêté du 17 mai 2018 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif au versement ou à la saisie de données brutes de biodiversité dénommé « dépôt légal de données de biodiversité » ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 novembre 2017 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la mise à 2 x 2 voies de la route nationale (RN) 164 sur les communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC et emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme des communes ci-dessus visées ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé le 18 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du bassin versant de la Vilaine approuvé le 2 juillet 2015 ;

Vu la demande d'autorisation environnementale, reçue, à la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Côtes-d'Armor, le 1^{er} février 2021 et complétée le 9 juillet 2021, présentée par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Bretagne, enregistrée sous le n° B-210201-083907-022-241, relative à l'aménagement (mise à 2 x 2 voies) de la RN 164 sur les communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) en date du 21 décembre 2016 ;

Vu le mémoire de la DREAL Bretagne en réponse à l'avis de l'autorité environnementale (CGEDD) joint dans le dossier soumis à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP) ;

Vu les avis de la commission locale de l'eau du SAGE Vilaine en date du 20 avril 2021, du 18 juin 2021 et du 14 septembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Office français de la biodiversité (OFB) en date du 22 avril 2021 ;

Vu les avis de l'Agence régionale de santé (ARS) en date du 16 avril 2021 et du 21 juin 2021 ;

Vu l'avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) Bretagne en date du 22 mai 2021 ;

Vu la décision du Tribunal administratif de RENNES du 20 août 2021 désignant M. Philippe BOUGUEN en tant que commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 août 2021 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation environnementale valant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement et dérogation « espèces protégées » au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, du 15 septembre 2021 au 15 octobre 2021 inclus, sur le territoire des communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC ;

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 15 novembre 2021 ;

Vu le rapport de présentation aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) transmis le 19 avril 2022 ;

Vu l'avis du CODERST émis le 29 avril 2022 ;

Considérant l'absence d'observations de la DREAL Bretagne sur le projet d'arrêté préfectoral que la DDTM des Côtes-d'Armor lui a transmis par courrier le 3 mai 2022 ;

Considérant que la mise à 2 x 2 voies de la RN 164 au droit de MERDRIGNAC - section Ouest sur les communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC, poursuit l'objectif de proposer un axe transversal supplémentaire en Bretagne par rapport aux deux axes actuels, congestionnés aux abords des grandes agglomérations ;

Considérant que ce projet routier complète un dispositif structurant en matière d'aménagement du territoire, déterminant pour le désenclavement économique et touristique du Centre Bretagne et que, par conséquent, ce projet est justifié par une raison impérieuse d'intérêts publics majeurs ;

Considérant que les inventaires faune et flore ont été réalisés lors de plusieurs campagnes de terrain, s'appuyant également sur les études menées précédemment sur la totalité des sections Est et Ouest ;

Considérant que les mesures envisagées pour la période de travaux permettent de préserver l'environnement, la faune et la flore présentes aux inventaires ;

Considérant que le maillage bocager sera reconstitué en veillant à assurer une cohérence avec la trame existante ;

Considérant que la destruction de zones humides est compensée, en termes de surface et de fonctionnalité, par la restauration de plusieurs parcelles ;

Considérant que le pétitionnaire propose des aménagements et des modalités de réalisation des travaux susceptibles de réduire leur impact, ainsi que des mesures de compensation adéquates ;

Considérant que les mesures proposées par le pétitionnaire et les dispositions du présent arrêté permettront de garantir, pendant et après les travaux, une gestion globale et équilibrée des milieux aquatiques et naturels susceptibles d'être impactés par l'opération et qu'elles sont de nature à assurer le bon état de conservation des espèces et de leurs habitats ;

Considérant que les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement à la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos de spécimens des espèces concernées sont proposées dans le dossier et dans le présent arrêté ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer par intérim ;

ARRÊTE :

Titre I – Objet de l'autorisation

Article 1^{er} : Bénéficiaire de l'autorisation

La DREAL de Bretagne, désignée ci-après par l'expression « le maître d'ouvrage », est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté, à réaliser les travaux relatifs à l'aménagement (mise à 2 x 2 voies) de la RN 164 sur les communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC.

Article 2 : Objet de l'autorisation

La présente autorisation environnementale, liée à la mise à 2 x 2 voies de la RN 164 sur les communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC sur une longueur de 4,5 kilomètres, vaut :

- autorisation au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ;
- dérogation aux interdictions d'atteinte aux espèces protégées au titre du 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur :
 - la destruction d'individus et/ou la perturbation intentionnelle de 2 espèces de mammifères terrestres, 6 espèces de chiroptères, 8 espèces d'amphibiens, 3 espèces de reptiles et 30 espèces d'oiseaux ;
 - la capture et l'enlèvement d'espèces pour 2 espèces de mammifères terrestres, pour 8 espèces d'amphibiens et 3 espèces de reptiles ;
 - la destruction, l'altération, ou la dégradation de sites de reproduction, ou d'aires de repos de 2 espèces de mammifères terrestres, 6 espèces de chiroptères, 3 espèces d'amphibiens et 29 espèces d'oiseaux.

Article 3 : Rubriques loi sur l'eau

Les installations, ouvrages, travaux ou activités concernés par l'autorisation environnementale relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée étant : 1° supérieure à 1 ha (A) ; 2° supérieure à 0.1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	Autorisation
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Déclaration

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.3.0	Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau sur une longueur : 1° Supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Supérieure ou égale à 10 m et inférieure à 100 m (D).	Déclaration
	Régime résultant :	Autorisation

Article 4 : Localisation

Le projet se situe au Sud-Est du département des Côtes-d'Armor sur les communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC.

Le linéaire de la RN 164 concerné se développe sur environ 4,5 km compris entre le lieu-dit « La Lande aux Chiens - La Croix du Taloir » à l'Ouest et la déviation de MERDRIGNAC à l'Est.

Article 5 : Description générale de l'opération

La réalisation de l'opération entraîne une imperméabilisation partielle des surfaces aménagées dont l'emprise est d'environ 13,6 ha. La gestion des eaux pluviales ruisselant sur ces surfaces est assurée par la création de 3 bassins de décantation-régulation qui sont dimensionnés pour réguler une pluie décennale avec un débit de fuite spécifique limité à 3 l/s/ha de surface desservie.

La mise à 2 x 2 voies de la RN 164 nécessite la réalisation de 4 ouvrages d'art (OA) dont 3 pour le passage de voiries et 1 pour le passage grande faune.

9 ouvrages hydrauliques (OH) sont réalisés dont 1 pour le passage du cours d'eau Cancaval et 3 sont mutualisés avec un passage de la petite faune.

Pour la transparence écologique, en plus du passage grande faune (PGF) et des ouvrages hydrauliques équipés de banquettes, 2 ouvrages de franchissement pour la petite faune (PPF) sont créés sur cette section.

L'opération routière engendre la destruction de zones humides et d'habitats d'espèces protégées situés sur l'emprise de la voirie et des ouvrages annexes. Il est prévu la mise en œuvre de mesures compensatoires détaillées aux articles 13 et 20 du présent arrêté.

Des cartes présentant l'ensemble des mesures d'évitement et de réduction sont annexées au présent arrêté.

Titre II – Dispositions générales communes

Article 6 : Conformité au dossier de demande d'autorisation et modification

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation, sans préjudice des dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée par le maître d'ouvrage, avant sa réalisation et au minimum un mois avant la date de modification envisagée, à la connaissance du préfet des Côtes-d'Armor avec tous les éléments d'appréciation. Le préfet des Côtes-d'Armor fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

Toute modification apportée au projet et de nature à entraîner le non-respect d'une interdiction non visée à l'article 17 du présent arrêté doit faire l'objet d'une demande de dérogation dans les formes prévues par le code de l'environnement.

Pour l'exécution des travaux, l'exploitation des ouvrages et installations, le maître d'ouvrage se conforme au dossier de demande d'autorisation soumis à l'enquête publique, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté préfectoral.

Article 7 : Déclaration des incidents ou accidents

Le maître d'ouvrage est tenu de déclarer dans les meilleurs délais au préfet des Côtes-d'Armor les accidents ou incidents survenus lors des travaux et qui sont de nature à porter atteinte à l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet des Côtes-d'Armor, le maître d'ouvrage est tenu de prendre ou de faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident pour évaluer les conséquences et y remédier dans des délais adaptés à l'importance et à la nature des travaux ou mesures correctives à mettre en œuvre.

Le maître d'ouvrage est responsable des accidents ou dommages imputables à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant.

Article 8 : Durée, périodes et calendrier des travaux

La période de réalisation des travaux et de mise en service s'étend sur 5 ans à compter du démarrage des travaux.

Dans le cas où les travaux ne seraient pas achevés dans le délai ci-dessus mentionné, le maître d'ouvrage informe le préfet des Côtes-d'Armor et transmet une note comprenant un état des lieux des travaux restant à réaliser et un document estimant la durée nécessaire pour les terminer.

Les périodes des travaux respectent les prescriptions des articles 12, 18 et 19 du présent arrêté afin de limiter les impacts sur les milieux aquatiques et les espèces.

Un calendrier des travaux et de la mise en place des mesures d'évitement, de réduction et de compensation est adressé par le maître d'ouvrage à la DDTM des Côtes-d'Armor au minimum 30 jours avant le démarrage des opérations pour chaque marché de travaux.

L'année « N » s'entend comme l'année de mise en service de la section.

Article 9 : Mesures générales environnementales

Un suivi des mesures environnementales est mis en place dès la phase de construction avec les outils suivants. Il comprend :

- un système de management environnemental (SME) qui doit garantir le respect des engagements pris par le maître d'ouvrage en matière de préservation de l'environnement, mettre en application les mesures environnementales lors des travaux et contrôler leur bonne mise en œuvre ;
- un plan de respect de l'environnement (PRE), établi par l'ensemble des entreprises participant aux travaux, qui détaille toutes les précautions relatives à la préservation de l'environnement pendant les travaux ;
- un plan d'organisation et d'intervention (POI) en cas de pollution accidentelle ;
- un schéma d'organisation et de suivi de l'élimination des déchets (SOSED) ;
- un suivi environnemental de chantier qui sera mis en œuvre par les entreprises sous le contrôle extérieur d'un écologue de chantier missionné par le maître d'ouvrage en charge de l'application de la démarche de management environnemental, du PRE et de son suivi.

Le maître d'ouvrage adressera à la DDTM des Côtes-d'Armor au minimum 30 jours avant le démarrage des opérations pour chaque marché de travaux, l'ensemble des documents, les noms des référents environnementaux des entreprises chargées des travaux, le nom du bureau d'études chargé du contrôle extérieur environnemental (écologue) en charge notamment de la mise en œuvre des prescriptions prévues aux titres III et IV du présent arrêté.

Article 10 : Archéologie préventive

Si des vestiges archéologiques sont mis au jour lors de la réalisation des travaux, le maître d'ouvrage doit immédiatement en signaler la découverte au département des recherches archéologiques. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

Titre III - Prescriptions au titre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques

Article 11 : Ouvrages de gestion des eaux pluviales

La réalisation de l'opération entraîne une imperméabilisation partielle des surfaces aménagées. La gestion des eaux pluviales ruisselant sur ces surfaces est assurée par la création de 3 bassins de décantation-régulation.

Les caractéristiques principales de ces ouvrages sont décrites dans le tableau ci-dessous :

N° de l'ouvrage	Surface de la plate-forme routière	Volume de rétention utile	Diamètre de l'orifice	Débit de fuite	Milieu récepteur
BR1	4,12 ha	1 309 m ³	85 mm	12,3 l/s	Cancaval
BR2	4,50 ha	1 659 m ³	89 mm	13,5 l/s	Fossé vers ruisseau de la Ramé
BR3	6,93 ha	2 441 m ³	110 mm	20,5 l/s	Fossé vers ruisseau de la Ramé

Ces ouvrages sont dimensionnés pour réguler les eaux d'une pluie décennale avec un débit de fuite spécifique limité à 3 l/s/ha de surface desservie.

Afin de prévenir les pollutions chroniques et accidentelles, les bassins de décantation-régulation sont notamment équipés :

- d'une cloison siphonide en sortie de bassin pour retenir les surnageants ;
- d'une grille destinée à retenir les flottants et macro-déchets ;
- d'une vanne permettant le confinement des pollutions accidentelles ;
- d'une surverse pour les crues de fréquence exceptionnelle ;
- d'un système de by-pass permettant d'isoler le bassin en cas de pollution ;
- d'une rampe d'accès permettant de récupérer les produits décantés.

En tant que de besoin, un dispositif de traitement tertiaire (filtre à sable ou système équivalent) est mis en place au niveau du BR-01 afin de piéger les éléments polluants résiduels (cadmium...).

Article 12 : Ouvrages hydrauliques sur les cours d'eau

La mise à 2 x 2 voies de la RN 164 nécessite la réalisation d'un ouvrage de franchissement de cours d'eau dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination	Cours d'eau	Type d'ouvrage	Dimensions (m)	Longueur de couverture (m)	Voie qui franchit le cours d'eau
PPF-OH-07	Cours d'eau affluent du Cancaval	Dalot avec banquettes	1,8 x 2	20	Accès au bassin BR-01

L'ouvrage doit être positionné de façon à ne pas créer de seuil. Le radier de l'ouvrage hydraulique doit être enterré sur une profondeur minimale de 30 cm sous le lit mineur du cours d'eau, afin de reconstituer le lit naturel des cours d'eau à l'intérieur de celui-ci.

Les travaux sur les ouvrages de franchissement de cours d'eau se déroulent entre le 1^{er} avril et le 31 octobre, soit en dehors des périodes sensibles vis-à-vis de la faune et de la flore aquatiques.

Article 13 : Zones humides / Mesures compensatoires

L'opération routière engendre la destruction de 9,60 hectares de zones humides situées sur l'emprise de la voirie et des ouvrages annexes.

En compensation, il est prévu la mise en œuvre de mesures de restauration sur 12,08 hectares.

Tableau de description des mesures compensatoires :

Zones humides à restaurer	Surface concernée (m ²)	Nature des opérations envisagées / Mesures compensatoires
Site D - MERDRIGNAC YT 102 et 103	8 300	Retrait de remblais, restauration du lit du cours d'eau, comblement des fossés drainants, mise en place d'une prairie permanente humide, création de mares.
Site E - MERDRIGNAC YT 1 et 2	15 700	Restauration du lit du cours d'eau, comblement des fossés drainants, suppressions du captage et des drains souterrains, mise en place d'une prairie permanente humide, création de mares.
Site H - MERDRIGNAC YH 61	34 000	Comblement du fossé bordant la parcelle, plantation d'un boisement humide (YH 61 en partie Nord) et mise en place d'une prairie permanente humide (YH 61 en partie Sud).
Site P - ST-VRAN YB 22	19 500	Suppression des drains, plantations et confortement des haies et mise en place d'une prairie permanente humide.
Site R - MERDRIGNAC ZN 34	24 000	Suppression de remblai et retrait d'enrobés, suppression et repositionnement du bassin de rétention, restauration du lit du cours d'eau et mise en place d'une prairie permanente humide.
Site S - MERDRIGNAC YW 373, 376, 383 et 393	7 400	Suppression du remblai et mise en place d'une prairie permanente humide.
Site V - MERDRIGNAC ZM 131 et 132	11 900	Effacement de plan d'eau et mise en place d'une prairie permanente humide. Déconstruction d'un bâtiment. Plantations de haies (390 mètres) et de 2 bosquets de 350 m ² chacun.
Total	120 800 m ² , soit 12,08 ha	

Ces mesures compensatoires sont mises en place et fonctionnelles avant la mise en service de la route.

Les mesures prises pour la biodiversité sur les sites sont reprises à l'article 20 du présent arrêté.

Le maître d'ouvrage transmettra à la DDTM, 2 mois avant réalisation, un descriptif technique des travaux de la mesure compensatoire détaillant notamment le phasage des travaux avec un planning prévisionnel, les itinéraires techniques de chaque composante de la mesure, la mise en place des équipements de suivi ainsi que le projet de gestion retenu de la zone humide. La DDTM est conviée à la première réunion de chantier relative à ces travaux.

Article 14 : Prescriptions spécifiques

14.1 - Avant la phase chantier

Les plans d'exécution sont transmis, pour information, à la DDTM, 1 mois avant le démarrage de chaque phase de travaux ayant un impact sur les milieux aquatiques.

14.2 - Pendant la phase travaux

Afin de limiter les pollutions et les effets de déversements accidentels, le maître d'ouvrage procède notamment à :

- l'implantation des installations de chantier à une distance minimale de 20 mètres des cours d'eau, hors zones humides et hors zones inondables ;
- la création de zones sécurisées des aires de stationnement et de maintenance des engins ;
- la mise en place de bacs de rétention dans les zones de stockage de fluides, notamment d'hydrocarbures. Aucun stockage de produit polluant n'est réalisé en zone inondable. Toutes les zones de stockage de produits dangereux pour l'environnement sont imperméabilisées et raccordées à un dispositif de rétention ;
- la mise en place de kits anti-pollution à disposition permanente, notamment aux abords des cours d'eau et des zones humides ;
- l'installation de sanitaires sur le site pendant toute la durée du chantier ;
- la création, dès le démarrage des travaux de terrassement, d'un réseau de collecte des eaux pluviales ruisselant sur les plates-formes de chantier, les pistes d'accès et les aires d'installations orientant ces eaux vers un bassin de décantation dimensionné au minimum pour une pluie d'occurrence quinquennale ;
- l'entretien régulier des dispositifs de filtration et de rétention.

14.3 - Après travaux

Le maître d'ouvrage fournit à la DDTM, dans un délai de 6 mois après la fin des travaux, les plans de récolement des installations, des ouvrages hydrauliques et les dossiers d'interventions ultérieures sur l'ouvrage. Il informe les agents du service en charge de l'entretien et de la surveillance des ouvrages hydrauliques, des procédures d'intervention en cas d'incident ou d'accident pour contenir la pollution par fermeture des vannes de bassins.

Article 15 : Exploitation et entretien des ouvrages

Les ouvrages hydrauliques sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement.

Le service chargé de l'exploitation des ouvrages doit intervenir pour fermer les vannes des bassins de rétention, en cas de nécessité lors d'incident ou d'accident, afin d'isoler les produits polluants éventuels, de faciliter leur récupération et d'éviter leur rejet dans les milieux récepteurs concernés.

Un cahier de suivi de cet entretien est tenu et mis à jour par le service chargé de l'exploitation des ouvrages, et mis à disposition des agents en charge de la police de l'eau.

Le curage des ouvrages de décantation est réalisé en fonction des nécessités.

La DDTM est informée du mode d'élimination des matières décantées, préalablement aux opérations de curage des bassins.

Les quantités et caractéristiques physico-chimiques des produits à évacuer ainsi que les dates d'évacuation, leurs différentes destinations et modes d'élimination, sont renseignées dans le cahier de suivi des ouvrages précités.

Article 16 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle

16.1 - Gestion des eaux pluviales

16.1.1 - Le maître d'ouvrage procède, 2 fois par an sur les 2 premières années, puis tous les ans, à partir de la mise en œuvre des ouvrages de gestion des eaux pluviales, à un contrôle des caractéristiques des eaux en sortie de chacun des bassins de rétention. L'analyse sera réalisée sur un échantillon prélevé sur une durée minimale d'une heure (au début de l'épisode pluvieux) lors d'un épisode de forte intensité (pluie d'orage ou équivalent) après une période sans pluie de plusieurs jours.

Cette fréquence pourra être allégée dès lors que les résultats de plusieurs campagnes de mesures consécutives sont inférieurs aux valeurs mentionnées dans le tableau ci-dessous.

Les résultats de ces mesures, accompagnés des mesures correctives mises en œuvre si nécessaires, sont adressés à la DDTM.

Les valeurs mesurées en sortie des bassins de rétention, après traitement, ne devront pas dépasser les valeurs présentées dans le tableau ci-dessous :

Paramètres	Concentration maximale
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
DCO	50 mg/l
MES	35 mg/l
NH4+	0,4 mg/l
PT	0,2 mg/l
PH compris entre 6 et 9	

Selon la qualité des eaux ainsi analysées, des modifications des conditions de rejet pourront être imposées au maître d'ouvrage et un suivi renforcé pourra être demandé.

16.1.2 - Le maître d'ouvrage réalise avant la mise en service des bassins de rétention, puis tous les 3 ans, une qualification (paramètres physico-chimiques et indice biologique global normalisé [IBGN]) des eaux des cours d'eau :

- sur le cours d'eau Cancaval, une cinquantaine de mètres en amont et aval de la confluence avec son affluent rive gauche recevant le rejet d'eaux pluviales du bassin 1 ;

La fréquence de qualification des cours d'eau pourra être allégée en fonction des résultats de plusieurs campagnes de mesures consécutives.

16.2 – Zones humides

Un suivi de l'évolution des fonctionnalités hydrauliques des zones humides sur lesquelles portent les mesures compensatoires est effectué sur une période de 30 ans par une personne qualifiée en hydrologie avec des mesures les années N+1, N+3, N+5, puis tous les 5 ans jusqu'à N+30 incluse.

En cas d'échec de la restauration de la zone humide, une autre mesure compensatoire devra être proposée par le maître d'ouvrage.

Ce suivi des zones humides comprend en outre :

- le passage sur site afin de constater notamment l'évolution pédologique et hydrologique des zones en restauration ;
- la rédaction d'un rapport de synthèse, à l'issue de chaque campagne de suivi, concluant sur l'amélioration ou non des fonctionnalités.

Les bilans sont adressés à la DDTM des Côtes d'Armor qui se prononce sur le maintien ou non de ces mesures compensatoires, qui, en cas de non fonctionnement, seront réadaptées ou feront l'objet de nouvelles mesures compensatoires.

Titre IV : Prescriptions au titre des espèces protégées et habitats d'espèces protégées

Article 17 : Objet de la dérogation espèces protégées

Le maître d'ouvrage est autorisé, conformément au contenu du dossier de demande d'autorisation et sous réserve des dispositions définies dans le présent arrêté, à déroger aux interdictions suivantes dans le cadre du projet de mise à 2 x 2 voies de la route nationale RN 164 au droit de MERDRIGNAC - section Ouest, sur la commune de MERDRIGNAC :

ESPÈCES PROTÉGÉES	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Capture et enlèvement de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
Écureuil roux (<i>Sciurus vulgaris</i>)	X	X	X	X
Hérisson d'Europe (<i>Erinaceus europaeus</i>)	X	X	X	X
Murin à moustaches (<i>Myotis mystacinus</i>)	X	X		X

ESPÈCES PROTÉGÉES	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Capture et enlèvement de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
Murin de Natterer (<i>Myotis nattereri</i>)	X	X		X
Pipistrelle commune (<i>Pipistrellus pipistrellus</i>)	X	X		X
Pipistrelle de Kuhl (<i>Pipistrellus kuhlii</i>)	X	X		X
Pipistrelle de Nathusius (<i>Pipistrellus nathusii</i>)	X	X		X
Sérotine commune (<i>Eptesicus serotinus</i>)	X	X		X
Crapaud épineux (<i>Bufo spinosus</i>)	X	X	X	
Triton alpestre (<i>Ichtyosaura alpestris</i>)	X	X	X	
Triton palmé (<i>Lissotriton helveticus</i>)	X	X	X	
Triton marbré (<i>Triturus marmoratus</i>)	X	X	X	X
Rainette verte (<i>Hyla arborea</i>)	X	X	X	X
Salamandre tachetée (<i>Salamandra salamandra</i>)	X	X	X	
Grenouille agile (<i>Rana dalmatina</i>)	X	X	X	X
Grenouille commune (<i>Pelophylax kl. esculentus</i>)	X	X	X	
Lézard des murailles (<i>Podarcis muralis</i>)	X	X	X	
Lézard vivipare (<i>Zootaca vivipara</i>)	X	X	X	
Orvet fragile (<i>Anguis fragilis</i>)	X	X	X	
Accenteur mouchet (<i>Prunella modularis</i>)	X	X		X
Alouette lulu (<i>Lullula arborea</i>)	X	X		X
Bondrée apivore (<i>Pernis apivorus</i>)	X	X		X
Bouvreuil pivoine (<i>Pyrrhula pyrrhula</i>)	X	X		X
Bruant jaune (<i>Emberiza citrinella</i>)	X	X		X
Bruant zizi (<i>Emberiza cirius</i>)	X	X		X
Buse variable (<i>Buteo buteo</i>)	X	X		X
Chouette hulotte (<i>Strix aluco</i>)	X	X		X
Effraie des clochers (<i>Tyto alba</i>)	X	X		
Faucon crécerelle (<i>Falco tinnunculus</i>)	X	X		X
Faucon hobereau (<i>Falco subbuteo</i>)	X	X		X
Fauvette à tête noire (<i>Sylvia atricapilla</i>)	X	X		X
Fauvette des jardins (<i>Sylvia borin</i>)	X	X		X

ESPÈCES PROTÉGÉES	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Capture et enlèvement de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
Grimpereau des jardins (<i>Certhia brachydactyla</i>)	X	X		X
Hirondelle de fenêtre (<i>Delichon urbica</i>)	X	X		
Hirondelle rustique (<i>Hirundo rustica</i>)	X	X		
Linotte mélodieuse (<i>Carduelis cannabina</i>)	X	X		X
Martinet noir (<i>Apus apus</i>)	X	X		
Mésange bleue (<i>Cyanistes caeruleus</i>)	X	X		X
Mésange charbonnière (<i>Parus major</i>)	X	X		X
Mésange nonette (<i>Poecile palustris</i>)	X	X		X
Moineau domestique (<i>Passer domesticus</i>)	X	X		
Pic épeiche (<i>Dendrocopos major</i>)	X	X		X
Pic noir (<i>Dryocopus martius</i>)	X	X		X
Pic vert (<i>Picus viridis</i>)	X	X		X
Pinson des arbres (<i>Fringilla coelebs</i>)	X	X		X
Pouillot véloce (<i>Phylloscopus collybita</i>)	X	X		X
Roitelet à triple bandeau (<i>Regulus ignicapilla</i>)	X	X		X
Roitelet huppé (<i>Regulus regulus</i>)	X	X		X
Rouge-gorge familier (<i>Erithacus rubecula</i>)	X	X		X
Sittelle torchepot (<i>Sitta europaea</i>)				X
Troglodyte mignon (<i>Troglodytes troglodytes</i>)				X
Tarier pâtre (<i>Saxicola rubicola</i>)				X
Verdier d'Europe (<i>Chloris chloris</i>)				X

Article 18 : Prescriptions relatives aux mesures d'évitement

Le maître d'ouvrage met en œuvre les mesures d'évitement des effets du projet listées ci-après, conformément au contenu du dossier de demande d'autorisation.

Le positionnement des aménagements et ouvrages en périphérie du projet permettent de limiter les impacts sur les zones à enjeux en prévoyant :

- la création de trois bassins de rétention (BR1, BR2 et BR3) au sein de prairies, de cultures et d'un fourré arbustif ;

- l'implantation des zones de dépôts définitifs de matériaux hors des secteurs boisés et ouverts à enjeux.

Article 19 : Prescriptions relatives aux mesures de réduction

Le maître d'ouvrage met en œuvre les mesures de réduction des effets du projet listées ci-après, conformément au contenu du dossier de demande d'autorisation et aux prescriptions du présent arrêté.

19.1 - Accès, délimitation du chantier et des zones à enjeux

Les accès au chantier s'effectuent depuis le réseau existant et à l'intérieur des emprises de travaux.

Toutefois, une voirie provisoire doit être créée au Sud de la Croix du Taloir, afin de permettre la réalisation des travaux de l'OA1, en parallèle de la RN actuelle déjà en 2 x 2 voies et la desserte du Sud de la RN 164. Une seconde déviation provisoire doit être réalisée pour la réalisation de l'OA3, mais celle-ci est entièrement comprise dans les emprises définitives du projet.

Par ailleurs, une déviation provisoire pendant les travaux de l'OA2 doit être réalisée pour rétablir le trafic de la voie communale de Beausoleil en direction de la RN 164 et du bourg de MERDRIGNAC.

Les déviations provisoires non comprises dans les emprises définitives seront remises en état.

L'emprise définitive du projet est délimitée par une clôture physique. La circulation des engins et des personnes est strictement limitée à cette emprise.

Dans les zones de déplacements quotidiens des espèces, les lisières, les zones boisées connectées aux zones humides ou aquatiques et les corridors fonctionnels sont maintenus par la délimitation d'un accès d'un mètre de large entre l'aplomb des houppiers des premiers arbres et la limite d'emprise des travaux.

Un repérage préalable à l'ouverture d'emprise et un balisage physique des zones sensibles et notamment des sites de reproduction des amphibiens sont réalisés par l'écologue tel que mentionné à l'article 9. Ce balisage permet le repérage des sites par les engins et le personnel de chantier. Avant tout terrassement, une mise en œuvre de captures en vue de sauvetage d'espèces est opérée.

19.2 - Réalisation de mares de substitution pour les amphibiens

Outre les mares prévues aux mesures compensatoires des articles 13 et 20, des mares de substitution sont créées avant les premiers travaux, afin de constituer des milieux d'attrait pour les amphibiens en connexion avec des habitats favorables. Le maître d'ouvrage s'assure d'avoir toutes les conditions favorables (alimentation eau, lame d'eau suffisante, habitats connexes, végétation, luminosité, pente...) pour le cycle biologique des amphibiens.

Un réseau de 2 mares est implanté au niveau du ruisseau de Cancaval. Un second réseau de 2 mares est également implanté entre le bas de la Prée et Kerméré et complété d'une troisième mare près de Coueplin.

19.3 - Réalisation de refuges provisoires pour les reptiles

Des refuges provisoires pour les reptiles sont créés, hors emprise du chantier, au sein d'habitats favorables ou dans des zones à forte concentration de reptiles sur la proposition et les prescriptions de l'écologue mentionné à l'article 9.

19.4 - Visite de chantier par un écologue

Pendant la période d'ouverture des travaux (ouverture des emprises) ou travaux en cours d'eau, une vérification de l'absence d'individus d'espèces protégées (reptiles, amphibiens, mammifères terrestres) est effectuée au minimum, une fois par semaine, par l'écologue mentionné à l'article 9 sur les zones favorables potentielles incluses dans l'emprise des travaux.

Le maître d'ouvrage doit s'assurer de la mise en œuvre des mesures de précaution sanitaire contre les chytridiomycoses (protocole de la société herpétologique de France – SHF) lors de la capture et du relâcher des spécimens d'amphibiens.

19.5 - Adaptation de la période de travaux par rapport aux cycles biologiques

Les travaux d'ouverture des emprises, correspondant à du défrichage, de l'abattage de haies, des coupes de bois et sur tout support de nidification, se déroulent hors des périodes sensibles pour l'avifaune et les chiroptères, ils sont réalisés entre le 1^{er} octobre et le 1^{er} mars.

Conformément à l'article 12, les travaux dans le lit mineur des cours d'eau sont réalisés, en dehors de la période de reproduction des poissons susceptibles d'utiliser les frayères potentielles. Les travaux dans le lit mineur des cours d'eau se font en période d'étiage, soit entre 1^{er} avril et le 31 octobre.

19.6 - Abattage des arbres et présence de chiroptères

Les arbres adultes sont abattus dans la période fixée au premier alinéa de l'article 19.5 susvisé.

Cette période reste sensible pour les chiroptères (période d'hivernage). Avant l'abattage, ces arbres sont examinés par l'écologue mentionné à l'article 9, pour détecter la présence éventuelle d'individus. En cas de présence, les arbres sont marqués et toutes les précautions techniques lors de l'abattage sont prises pour garantir la survie des individus et respectent les prescriptions qui sont arrêtées préalablement par cet écologue.

19.7 - Pose de barrières anti-intrusion dans les zones sensibles et captures d'animaux

Durant la période des travaux, dans les zones fréquentées par les amphibiens et les petits mammifères terrestres pendant les périodes sensibles, des barrières anti-intrusion lisses de type agricole sont installées afin d'empêcher les espèces d'aller vers les emprises du chantier. Si des individus d'amphibiens ou de petits mammifères terrestres sont présents au sein des emprises du chantier, ils seront capturés par un écologue et transportés dans des habitats favorables (capture avec relâcher immédiat).

19.8 - Espèces exotiques envahissantes

Les mesures préventives et curatives sont mises en œuvre par le maître d'ouvrage pour éviter la colonisation de nouveaux secteurs et limiter le développement des foyers existants d'espèces exotiques envahissantes (EEE). Le maître d'ouvrage doit détenir les bordereaux de suivi des déchets EEE afin d'assurer leur traçabilité et de constituer une preuve de leur gestion.

19.9 - Limitation de l'éclairage nocturne

Pour les travaux de nuit, l'éclairage est adapté de manière à réduire les effets de la lumière artificielle sur les espèces nocturnes : durée limitée au strict nécessaire, éclairage orienté, conservation d'une trame noire notamment au niveau des lisières des boisements, de la surface des cours d'eau et de leurs ripisylves.

19.10 - Mise en place de clôtures définitives

L'ensemble du linéaire est clos au moyen d'une clôture dite « Grande faune » à maille progressive.

Une surclôture à maille fine est mise en place de manière définitive dans les secteurs de potentielles traversées des espèces sur les voies circulées et notamment :

- au droit de l'ouvrage sur l'affluent du ruisseau Cancaval, à destination des petits mammifères terrestres (Loutre potentiellement...) ;
- au droit des secteurs de présence avérée d'amphibiens et des bassins de traitements.

19.11 - Ouvrages de transparence écologique

Afin de rétablir les corridors écologiques de la faune, des ouvrages traversant sont installés, selon les caractéristiques techniques (ouvrages et abords des ouvrages) décrites dans le dossier de demande d'autorisation en lien avec l'article 12 du présent arrêté. Les ouvrages sont listés d'Ouest en Est et leur localisation précise est présentée sur les cartes en annexe 1.

Dénomination ouvrages	Dénomination ouvrages « faunes »	Type d'ouvrage	Type de passage
OH7	PPF	Dalot avec une banquette	Passage mixte hydraulique et Petite faune
	OA-O4	Passage Grande faune	Passage inférieur Grande faune avec intégration de dispositifs légers destinés à fournir des gîtes potentiels pour les chiroptères
	PPF-01	Buse	Passage Petite faune
OH 01	PPF-03	Dalot avec une banquette	Passage mixte hydraulique et Petite faune
	PPF-4	Buse	Passage Petite faune
OH 04	PPF-05	Dalot avec une banquette	Passage mixte hydraulique et Petite faune

19.12 - Remise en état des milieux

À la fin des travaux, le maître d'ouvrage remet en état les milieux avec une végétalisation des zones dénudées pour limiter l'apparition d'espèces exotiques envahissantes, une reconstitution des zones boisées et bocagères par le biais de plantations dans le respect des essences initialement présentes, une reconstitution des lisières et la création d'un ourlet herbacé fonctionnel.

Article 20 : Prescriptions relatives aux mesures compensatoires

Le maître d'ouvrage met en œuvre les mesures compensatoires listées ci-après, conformément au contenu du dossier de demande d'autorisation (tableau en annexe 2).

20.1 - Site de compensation du Pont Herva (site D)

Les parcelles YT 102 et YT 103, localisées sur la commune de MERDRIGNAC, couvrant une surface totale de 0,83 ha et correspondant actuellement à un espace agricole de prairies temporaires ayant fait l'objet d'un remblaiement, sont réhabilitées en faveur des zones humides afin de restituer des zones de reproduction, de repos et d'alimentation aux espèces protégées inféodées aux milieux humides, ouverts et semi-ouverts.

Ces parcelles sont aménagées en vue d'obtenir une prairie humide permanente avec les caractéristiques suivantes :

- suppression du remblai. La hauteur à décaisser sera évaluée après réalisation d'une topographie fine de la parcelle. La parcelle remodelée doit se raccorder au niveau du talus Ouest du lit actuel du ruisseau et aux terrains naturels attenants à l'Est et au Sud. Préalablement au décaissement du remblai, la terre végétale sera séparée et stockée soigneusement sous forme de merlon. Les volumes décaissés seront exportés, et s'ils ne sont pas réutilisés pour l'aménagement routier, pourront être stockés sur des parcelles sans enjeu d'un point de vue biodiversité ;

- restauration de l'écoulement avec la création d'un reméandrage. En cas d'utilisation des parcelles comme prairie pâturée, le linéaire de l'écoulement sera clôturé pour éviter toute dégradation suite à la divagation des animaux ;
- comblement du fossé sans endommager les arbres présents sur les bords ;
- création d'une mare en faveur des amphibiens. Cette mare doit être fonctionnelle suffisamment tôt pour pouvoir accueillir des amphibiens récupérés lors d'une pêche de sauvetage avant le comblement du fossé ;
- mise en place d'une prairie humide par semis.

La gestion du site est assurée par le maître d'ouvrage sur 30 ans en fonction de son usage agricole ou non. Le maître d'ouvrage doit vérifier la pertinence de la gestion réalisée (pas d'utilisation de pesticide en zone humide, gestion extensive de la prairie avec fauche tardive, clôture perméable du ruisseau pour laisser la possibilité d'exploitation en pâturage...). Le maître d'ouvrage doit garantir l'obligation de résultat et de conservation de la mosaïque d'habitats (milieux humides, ouverts et semi-ouverts). La gestion de la zone est mise en place de façon à optimiser les potentialités d'accueil des espèces protégées nécessitant des habitats de compensation (mammifères terrestres et chiroptères, amphibiens, oiseaux et reptiles).

20.2 - Site de compensation de la Ville Cocatrie (site E)

Les parcelles YT 1 et YT 2, localisées sur la commune de MERDRIGNAC, couvrant une surface de 1,57 ha et correspondant actuellement à une zone humide drainée par un fossé et cultivée, sont restaurées en faveur des zones humides et afin de restituer des zones de reproduction, de repos et d'alimentation aux espèces protégées inféodées aux milieux humides, ouverts et semi-ouverts.

Ces parcelles sont aménagées en vue d'obtenir une prairie permanente humide avec les caractéristiques suivantes :

- comblement des fossés et suppression des captages et des drains souterrains ;
- restauration de l'écoulement avec la création d'un reméandrage. En cas d'utilisation des parcelles comme prairie pâturée, le linéaire de l'écoulement sera clôturé pour éviter toute dégradation suite à la divagation des animaux ;
- création d'une mare en faveur des amphibiens. Cette mare doit être fonctionnelle suffisamment tôt pour pouvoir accueillir des amphibiens récupérés lors d'une pêche de sauvetage avant le comblement du fossé ;
- mise en place d'une prairie humide par semis, après destruction du précédent cultural.

La gestion du site est assurée par le maître d'ouvrage sur 30 ans en fonction de son usage agricole. Le maître d'ouvrage doit vérifier la pertinence de la gestion réalisée (pas d'utilisation de pesticide en zone humide, gestion extensive de la prairie avec fauche tardive, clôture perméable du ruisseau pour laisser la possibilité d'exploitation en pâturage...). Le maître d'ouvrage doit garantir l'obligation de résultat et de conservation de la mosaïque d'habitats (milieux humides, ouverts et semi-ouverts). La gestion de la zone est mise en place de façon à optimiser les potentialités d'accueil des espèces protégées nécessitant des habitats de compensation (mammifères terrestres et chiroptères, amphibiens, oiseaux et reptiles).

20.3 - Création de prairies et de friches sur les dépôts

Les parcelles ZE 118, ZC 151, ZC 149, ZC 155, ZC 44, ZC 45 et ZA 0017 localisées sur les communes de MERDRIGNAC et GOMENE, couvrant une surface totale de 5,45 ha, correspondant actuellement à des espaces agricoles cultivés ou des friches herbacées, sont réhabilitées afin de restituer des zones de reproduction, de repos et d'alimentation aux espèces protégées inféodées aux milieux ouverts et semi-ouverts.

Ces parcelles sont aménagées en vue d'obtenir des prairies permanentes mésophiles avec les caractéristiques suivantes :

- plantation de fruticées sur la parcelle ZA 17 (0,64 ha) et sur les parties Sud des parcelles ZC 149, ZC 151 et ZC 155, avec une évolution à terme en boisements favorables à l'avifaune ;
- plantation de haies bocagères en bordure des parcelles pour un linéaire de 2 130 m.
- mise en place de prairies permanentes mésophiles par semis, après destruction du précédent cultural.

La gestion du site est assurée par le maître d'ouvrage sur 30 ans (pas d'usage agricole). Le maître d'ouvrage doit garantir l'obligation de résultat et de conservation de la mosaïque d'habitats (milieux ouverts et semi-ouverts). La gestion de la zone est mise en place de façon à optimiser les potentialités d'accueil des espèces protégées nécessitant des habitats de compensation (mammifères terrestres, chiroptères et oiseaux).

20.4 - Site de compensation de SAINT-VRAN (site P)

La parcelle YB 22, localisée sur la commune de SAINT-VRAN, couvrant une surface totale de 1,95 ha, correspondant actuellement à une parcelle cultivée drainée, est réhabilitée en faveur des zones humides et afin de restituer des zones de reproduction, de repos et d'alimentation aux espèces protégées inféodées aux milieux humides, ouverts et semi-ouverts.

Cette parcelle est aménagée en vue d'obtenir une prairie permanente humide avec les caractéristiques suivantes :

- plantation de haies bocagères en bordure des parcelles (260 m linéaire) ;
- suppression de drains souterrains ;

- mise en place de prairies permanentes humides par semis, après destruction du précédent cultural.

La gestion du site est assurée par le maître d'ouvrage sur 30 ans en fonction de son usage agricole. Le maître d'ouvrage doit vérifier la pertinence de la gestion réalisée (pas d'utilisation de pesticide en zone humide, gestion extensive de la prairie avec fauche tardive, clôture perméable du ruisseau pour laisser la possibilité d'exploitation en pâturage...). Le maître d'ouvrage doit garantir l'obligation de résultat et de conservation de la mosaïque d'habitats (milieux humides, ouverts et semi-ouverts). La gestion de la zone est mise en place de façon à optimiser les potentialités d'accueil des espèces protégées nécessitant des habitats de compensation (mammifères terrestres et chiroptères, amphibiens, oiseaux et reptiles).

20.5 - Site de compensation de La Racine (site R)

La parcelle ZN 0034, localisée sur la commune de MERDRIGNAC, couvrant une surface totale de 2,4 ha, correspondant actuellement à un ensemble de parcelles anciennement humides, actuellement construites ou remblayées en partie, dans le cadre d'un projet de zone d'activité aujourd'hui abandonné, est réhabilitée en faveur des zones humides et afin de restituer des zones de reproduction, de repos et d'alimentation aux espèces protégées inféodées aux milieux humides, ouverts et semi-ouverts.

Cette parcelle est aménagée en vue d'obtenir des prairies permanentes humides avec les caractéristiques suivantes :

- suppression de remblai et du bassin pour recréer une zone humide ;
- restauration du cours d'eau avec un reméandrage ;
- mise en place de prairies permanentes humides par semis.

La gestion du site est assurée par le maître d'ouvrage sur 30 ans en fonction de son usage agricole. Le maître d'ouvrage doit vérifier la pertinence de la gestion réalisée (pas d'utilisation de pesticide en zone humide, gestion extensive de la prairie avec fauche tardive, clôture perméable du ruisseau pour laisser la possibilité d'exploitation en pâturage...). Le maître d'ouvrage doit garantir l'obligation de résultat et de conservation de la mosaïque d'habitats (milieux humides, ouverts et semi-ouverts). La gestion de la zone est mise en place de façon à optimiser les potentialités d'accueil des espèces protégées nécessitant des habitats de compensation (mammifères terrestres et chiroptères, amphibiens, oiseaux et reptiles).

20.6 - Site de compensation de la Ville es Bagot (site K)

Les parcelles YR 129, YR 130 et YR 131 localisées sur la commune de MERDRIGNAC, couvrant une surface de 2,6 ha et correspondant actuellement à une zone humide drainée par un fossé et cultivée, sont restaurées en faveur des habitats humides et afin de restituer des zones de reproduction, de repos et d'alimentation aux espèces protégées inféodées aux milieux humides, ouverts et semi-ouverts.

Ces parcelles sont aménagées en vue d'obtenir une prairie permanente mésophile avec les caractéristiques suivantes :

- plantation de haies bocagères en bordure des parcelles (670 m linéaire) ;
- comblement du fossé ;
- mise en place d'une prairie permanente mésophile par semis, après destruction du précédent cultural.

La gestion du site est assurée par le maître d'ouvrage sur 30 ans en fonction de son usage agricole. Le maître d'ouvrage doit vérifier la pertinence de la gestion réalisée (pas d'utilisation de pesticide en zone humide, gestion extensive de la prairie avec fauche tardive, clôture perméable du ruisseau pour laisser la possibilité d'exploitation en pâturage...). Le maître d'ouvrage doit garantir l'obligation de résultat et de conservation de la mosaïque d'habitats (milieux humides, ouverts et semi-ouverts). La gestion de la zone est mise en place de façon à optimiser les potentialités d'accueil des espèces protégées nécessitant des habitats de compensation (mammifères terrestres et chiroptères, amphibiens, oiseaux et reptiles).

20.7 - Site de compensation de La Ramée (site V)

Les parcelles ZM 131 et ZM 132, localisées sur la commune de MERDRIGNAC, couvrant une surface totale de 3,73 ha, correspondant actuellement à des parcelles comprenant trois plans d'eau et un bâtiment sur une zone humide, en tête de bassin versant du ruisseau de la Ramée, sont réhabilitées en faveur des zones humides et afin de restituer des zones de reproduction, de repos et d'alimentation aux espèces protégées inféodées aux milieux humides, ouverts et semi-ouverts.

Ces parcelles sont aménagées en vue d'obtenir des prairies permanentes humides avec les caractéristiques suivantes :

- comblement des plans d'eau et restauration d'un habitat humide en lieu et place (suppression des digues et bords des plans d'eau repris pour être remis au niveau du terrain naturel) ;
- déconstruction du bâtiment avec déchets évacués en filières adéquates ;
- plantation de haies bocagères (390 m linéaire) et de deux bosquets d'une superficie de 350 m² chacun ;
- mise en place de prairies permanentes humides par semis des zones correspondant aux anciens plans d'eau. Le reste de la parcelle fera l'objet d'un sursemis en prairie mésophile.

La gestion du site est assurée par le maître d'ouvrage sur 30 ans en fonction de son usage agricole. Le maître d'ouvrage doit vérifier la pertinence de la gestion réalisée (pas d'utilisation de pesticide en zone humide, gestion extensive de la prairie avec fauche tardive, clôture perméable du ruisseau pour laisser la possibilité d'exploitation en pâturage...). Le maître d'ouvrage doit garantir l'obligation de résultat et de conservation de la mosaïque d'habitats (milieux humides, ouverts et semi-ouverts). La gestion de la zone est mise en place de façon à optimiser les potentialités d'accueil des espèces protégées nécessitant des habitats de compensation (mammifères terrestres et chiroptères, amphibiens, oiseaux et reptiles).

20.8 – Compensation des milieux boisés et renforcement de la trame paysagère

Outre les boisements et les haies prévus aux articles 20.3 à 20.7 du présent arrêté et en vue de la compensation de la destruction de milieux boisés, il est planté :

- 3 580 m linéaires de haies bocagères de haut-jet et d'essences locales et adaptées à la station forestière ;
- 6 ha de plantations correspondant à des bandes boisées et des boisements. Ces plantations sont réalisées afin de restaurer la fonctionnalité pour les espèces des milieux boisés, en reconnectant des îlots boisés, densifiant des continuités existantes avec des mesures d'accompagnement destinées à augmenter l'attractivité de ces milieux. La définition précise des boisements compensatoires doit être définie avec un expert forestier.

Les essences utilisées dans le cadre de la plantation de haies sont locales. Les essences implantées sont issues de fournisseurs disposant du label « végétal local » ou originaires de plants forestiers de la région forestière adaptés à la région Bretagne.

Les projets de boisement sont réalisés selon les modalités techniques et de densité précisées au cahier des charges « Breizh Forêt Bois » (Version 2022-01) et en utilisant des essences adaptées à la station.

Le maître d'ouvrage transmet à la DDTM deux mois avant réalisation, un descriptif technique des travaux des projets de boisement et de plantation de haies, détaillant notamment le phasage des travaux avec un planning prévisionnel, les itinéraires techniques de chaque composante de la mesure, la mise en place du suivi ainsi que le projet de gestion retenu des zones boisées. La DDTM sera conviée à la première réunion de chantier relative à ces travaux.

La gestion du site est assurée par le maître d'ouvrage sur 30 ans. Le maître d'ouvrage doit garantir l'obligation de résultat et de conservation de la mosaïque d'habitats (haies bocagères, bandes boisées et boisements). La gestion de la zone est mise en place de façon à optimiser les potentialités d'accueil des espèces protégées nécessitant des habitats de compensation (mammifères terrestres, chiroptères et oiseaux).

Article 21 : Suivi des mesures de réduction

21.1 - Amphibiens

Un suivi des espèces d'amphibiens est réalisé sur 20 ans aux années N+1, N+3, N+5, N+10, N+15 et N+20 afin de caractériser la fréquentation des mares de substitution (article 19.2) et des mares de compensation réalisées (article 20.1 et 20.2).

21.2 - Ouvrages de transparence écologique

Un suivi sur 30 ans par piège photographique après la mise en service de la route, aux années N+1, N+2, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30 est effectué sur les aménagements de transparence écologique sur les principes méthodologiques suivants :

- mise en place de dispositifs de photo-surveillance dans les secteurs les plus sensibles (corridors identifiés, boisements...) de façon rotationnelle ainsi qu'au droit des passages à faune avec des appareils de photo-surveillance utilisés par site et laissés sur place pendant un mois minimum ;
- inventaire des indices de présence des espèces (excréments, empreintes, restes de repas...) sur chacun des secteurs étudiés lors de la pose et dépose de chaque appareil ;
- production de cartographie faisant figurer la localisation de chaque appareil et des espèces photographiées.

Ce suivi intègre :

- l'évaluation de l'efficacité de l'ouvrage grande faune pour les chauves-souris, via la mise en place de dispositifs d'écoutes chauves-souris et une analyse de la franchissabilité de ces ouvrages par les différentes espèces ;
- l'évolution de la fonctionnalité des aménagements paysagers (reboisement, haies) réalisés aux abords des passages faune pour assurer la continuité écologique entre les emprises du projet et le milieu environnant préservé.

Le protocole méthodologique utilisé est adressé à la DDTM des Côtes-d'Armor avant la mise en service de la route.

21.3 – Espèces exotiques envahissantes

Un suivi de l'évolution des espèces végétales exotiques envahissantes est réalisé dans le domaine routier exploité, sur 30 ans après la mise en service de la route aux années N+1, N+2, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30.

Article 22 : Suivi des mesures compensatoires

22.1 - Plantations de haies bocagères, boisements, mares et prairies

Un programme d'entretien de croissance et de regarnis des plantations de haies bocagères et des reboisements est engagé a minima sur les années N, N+1, N+2, N+3.

Un suivi écologique des plantations de haies bocagères, des boisements, des mares et des prairies, est réalisé sur 30 ans aux années N+1, N+2, N+3, N+5, N+10, N+15, N+20, N+25 et N+30. Il correspond à un inventaire régulier des espèces animales (mammifères terrestres et chiroptères, oiseaux, amphibiens, reptiles) et végétales présentes ou utilisatrices de ses milieux, ainsi qu'en une analyse de l'évolution de la fonctionnalité de ces milieux à travers le temps.

Les modalités de suivi sont :

- un état initial préalable, s'étalant sur un cycle biologique représentatif pour les espèces et les habitats ;
- des relevés phytoécologiques de la végétation sur des placettes témoins et/ou par transects ;
- des suivis des mammifères (y compris chiroptères) afin de vérifier l'utilisation des lisières forestières et des aménagements paysagers ;
- des suivis des oiseaux et notamment les populations d'oiseaux arboricoles et les populations des zones ouvertes et semi-ouvertes ;
- des suivis des amphibiens et des reptiles afin de vérifier la colonisation des sites favorables à proximité du projet, et du maintien des populations.

22.2 - Zones humides

En complément de l'article 16.2, les zones humides font l'objet d'un suivi sur les espèces sur la même fréquence et sur la même durée (30 ans) : les groupes étudiés sont les amphibiens, les oiseaux, les odonates, les lépidoptères, les mammifères et la flore.

Article 23 : Mise en œuvre et gestion des suivis

Afin de garantir l'efficacité sur la durée des mesures de réduction et de compensation, le maître d'ouvrage confie le suivi et la gestion des milieux à des organismes reconnus. Les modalités et les objectifs de gestion sont établis conformément à des cahiers des charges établis par le maître d'ouvrage en concertation avec la DDTM des Côtes-d'Armor et l'opérateur de gestion.

Les résultats des suivis prévus aux articles 21 et 22 sont transmis, à l'issue de chaque campagne de suivi, à la DDTM des Côtes-d'Armor.

Article 24 : Mesures d'accompagnement

24.1 - Gestion et entretien raisonné des délaissés

La qualité biologique des délaissés est favorisée en limitant le nombre de fauches maximales à 2 par an (sauf nécessité de sécurité) et sur des périodes adaptées (juillet-août et octobre-novembre).

Afin de réduire les impacts sur la faune et la flore, aucune intervention n'est programmée entre le 1^{er} mars et le 30 juin sauf nécessité de sécurité.

24.2 - Restauration et gestion différenciée des lisières

Les formations boisées et les abords immédiats du projet sont gérés afin de permettre la création ou le rétablissement des continuités écologiques. Le traitement des différentes strates des lisières est effectué de façon à obtenir une diversité biologique et paysagère, favorable aux espèces :

- conservation des différentes strates (arborée, intermédiaire et arbustive) ;
- conservation des arbres morts ou dépérissants, sauf nécessité de sécurité ;
- possibilité de laisser les produits de coupes sur place pour créer des refuges pour la petite faune ;
- gestion extensive de l'ourlet herbacée (fauches espacées dans le temps, hauteur de coupe élevée, hors périodes sensibles pour les espèces et donc en hiver ou en automne).

24.3 – Maintenance des clôtures

Un suivi des clôtures est réalisé tout au long de l'exploitation de façon à s'assurer de leur imperméabilité à la faune pour éviter les risques de collisions.

24.4 - Ouvrages de transparence écologique

Les passages à faune font l'objet d'un entretien et d'un suivi régulier :

- surveillance régulière de l'aménagement et de ses abords et de leur entretien ;
- contrôle et réglementation des activités anthropiques au droit du passage et de l'occupation du sol.

Article 25 : Transmission des données

25.1 - Localisation des mesures environnementales

Le bénéficiaire de la présente dérogation fournit aux services de l'État en charge de la police de l'eau et de la protection des espèces, les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L. 163-5 du code de l'environnement. Il transmet le fichier au format .zip de la mesure compensatoire (incluant la compression des fichiers .shx, .shp, .dbf, .prj, .qj), issu du fichier gabarit QGIS.

Une mise à jour des données de géolocalisation des mesures compensatoires est fournie par le maître d'ouvrage selon les modalités ci-dessus une fois par an au minimum.

Les actualisations éventuelles relatives à la géolocalisation des sites sont assurées par le bénéficiaire et transmises annuellement avec les rapports de suivi prévu aux articles 21 et 22.

25.2 - Transmission des données brutes de biodiversité

Le bénéficiaire de la présente dérogation doit contribuer à l'inventaire du patrimoine naturel. Les résultats des suivis écologiques sont versés au moyen du téléservice mentionné au I de l'article L. 411-1 - A du code de l'environnement, dans les conditions prévues par l'arrêté du 17 mai 2018 susvisé. Les jeux de données doivent être distincts selon les méthodes et protocoles d'acquisition de données naturalistes mises en œuvre.

Les données doivent être fournies avec une géolocalisation au point (non dégradée). Elles alimentent le système d'information sur la nature et les paysages (SINP) avec le statut de données publiques.

Le dépôt de ces données et leur publication se font au plus tard le 31 janvier de l'année suivant l'obtention des données. Le bénéficiaire fournit le certificat de conformité de dépôt légal aux services de l'État en charge de la police de l'eau et de la protection des espèces.

Titre V : Dispositions finales

Article 26 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 27 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 28 : Mesures de contrôles

La mise en œuvre des dispositions définies au présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents visés aux articles L. 172-1 et L. 415-1 du code de l'environnement.

Le maître d'ouvrage est tenu de laisser l'accès libre aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues à l'article L. 171-1 du code de l'environnement.

Les agents peuvent demander la communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté conformément à l'article L. 171-3 du code de l'environnement.

Article 29 : Sanctions administratives et pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté peut donner lieu aux sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

Les infractions pénales aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues aux articles L. 173.1 à L. 173.12 et L. 415-3 du code de l'environnement.

Article 30 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation est inséré, par les soins du préfet des Côtes-d'Armor, et aux frais du maître d'ouvrage, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département des Côtes-d'Armor.

Un extrait de la présente autorisation, indiquant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis, est affiché pendant un mois au moins dans les communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation est mis à la disposition du public à la préfecture des Côtes-d'Armor (DDTM) ainsi qu'aux mairies des communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC, pendant 4 mois à compter de la publication de l'arrêté d'autorisation.

Cet arrêté d'autorisation est mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture des Côtes-d'Armor pendant une durée d'au moins un an. Il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor.

Article 31 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté, soumis à un contentieux de pleine juridiction, peut être déféré devant le Tribunal administratif de RENNES par :

- 1° le maître d'ouvrage, dans un délai de 2 mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de 4 mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du même code ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre le présent arrêté, l'autorité administrative compétente en informe le maître d'ouvrage pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

Dans le même délai de 2 mois, le maître d'ouvrage peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de 2 mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Ce recours prolonge de 2 mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus mentionnés.


Les tiers peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr.

Article 32 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental des territoires et de la mer par intérim, le chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité et les maires des communes de GOMENE, LAURENAN et MERDRIGNAC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur est adressée et qui est notifié au maître d'ouvrage.

Copie de cet arrêté est également adressée pour information au directeur général de l'Agence régionale de santé de Bretagne, au directeur général de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, au président du Conseil départemental des Côtes-d'Armor et au président du Conseil régional de Bretagne.

Saint-Brieuc, le **30 MAI 2022**
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Béatrice OBARA